

bition et leur vanité ont pris la responsabilité de faire la guerre en Europe pour devenir les maîtres de notre civilisation, se voient en face d'une défaite, d'un désastre, d'une révolution et d'un démembrement, ils tiennent naturellement à maintenir, au moins, l'entité de leurs pays et à échapper ainsi au châtiement sévère que les alliés leur infligeraient au nom de la justice outragée.

La conclusion de la paix à une pareille heure et à des conditions comme celles que l'Allemagne a indiquées, rendrait futiles les sacrifices énormes qui ont été faits en hommes et en argent par les alliés. A part les conditions qui devraient être formulées dans le traité de la paix, il doit être invoqué un principe qui domine tous les autres. Ce principe tend à dire que l'Allemagne doit être tellement battue dans cette guerre qu'il lui faille donner au monde civilisé l'assurance que la puissance militaire et la brutalité du militarisme prussien seront absolument inconnus dans le domaine de notre civilisation. Ce militarisme a été la cause et la force de cette lutte gigantesque; et tant que cette cause ne sera pas supprimée l'humanité n'aura rien pour l'assurer qu'elle ne verra pas le retour de ce démon brutal et destructeur comme il n'en a jamais été déchaîné parmi les peuples libres de l'Europe.

Il est agréable de savoir que le gouvernement du Royaume-Uni, tel que l'indique le discours du Trône, a invité les premiers ministres des dominions à prendre part aux délibérations du ministère de la guerre. Bien que cela soit jusqu'à un certain point considéré comme une concession faite aux colonies d'outre-mer en raison de la politique qui a été suivie auparavant par le gouvernement du Royaume-Uni, ce n'est cependant que la reconnaissance morale et constitutionnelle qui devrait être accordée aux colonies autonomes de l'empire. Il est étonnant de constater que, malgré le rôle important qu'ont joué les gouvernements d'outre-mer dans les destinées de l'empire, le gouvernement du Royaume-Uni n'a pas cherché à avoir l'aide des différentes parties de l'empire en traitant les questions impériales. La guerre a favorisé considérablement le changement qui doit venir de ce côté-là. Le Canada, l'Australie, le Sud-africain, la Nouvelle-Zélande et les autres dominions d'outre-mer sont autant intéressés dans les destinées de l'empire et ont autant souffert proportionnellement que le Royaume-Uni, et plus tard il devra être tenu compte de leurs intérêts dans l'empire. Ces dominions de-

vront être consultés par le Royaume-Uni relativement aux affaires de l'empire. Sur les ruines accumulées par la guerre, il devra être érigé un édifice impérial qui comprendra les colonies autonomes de l'empire et qui prouvera au monde l'unité et la consolidation d'un peuple uni dans un ensemble constitutionnel propre à rendre des services à toute l'humanité.

Il est probable que le plus grand problème que le Canada aura à étudier après la guerre, ce sera celui du licenciement de nos troupes canadiennes, leur retour au Canada et leur entrée dans la vie civique du pays. De grandes et importantes questions devront surgir de cet état de choses. Il ne s'agira pas seulement de faire entrer dans la vie civique ceux qui ont héroïquement défendu leur pays durant la guerre, mais il faudra régler les questions se rapportant à ceux qui ont été occupés à faire des munitions dans les limites du Canada. Les problèmes du travail les plus difficiles à résoudre devront être réglés par le Gouvernement. Il s'agira surtout de trouver de l'emploi pour les milliers d'hommes qui se trouveront sans emploi en raison de l'état de choses extraordinaire qui se produira après la guerre. Il sera non seulement du devoir du Gouvernement fédéral de s'occuper de ces grandes questions qui devront être réglées après la guerre; mais de nouveaux domaines industriels devront être ouverts, des problèmes d'une nature fédérale ou provinciale devront être réglés quant au développement des ressources du pays. L'établissement sur un grand pied de nouvelles industries pourra seul répondre aux besoins qui se feront sentir pour nous. En ce moment il est difficile, sinon impossible, d'indiquer comment ces questions seront réglées. Il suffit de dire que l'esprit d'entreprise et le patriotisme du peuple canadien devraient permettre de régler ces questions-là. La colonisation de nos terres et le développement de nos ressources naturelles exigeront une attention spéciale en temps et lieu. A part l'établissement des soldats sur nos terres et à part l'adoption de mesures par le Gouvernement pour leur emploi, le développement de nos ressources, y compris la colonisation de nos terres, est probablement la question la plus importante que le Canada ait eu à discuter.

L'adresse, avec beaucoup d'à-propos, fait allusion à la célébration de 50ème anniversaire de l'établissement de notre Dominion. Durant un demi-siècle le Canada a jeté les assises de son édifice national pour établir sur la moitié septentrionale du continent américain un peuple devant posséder toute